

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1, rue Dufay
76100 ROUEN

ROUEN, le 28/11/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/10/2022

Contexte et constats

Publié sur



LOGICOR 1 (ex GEC4) (ex REXEL) (ex SRPO)

16 rue des Capucines
75002 PARIS 02

Références : UDRD.2022.11.R.30
Code AIOT : 0005802393

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/10/2022 dans l'établissement LOGICOR 1 (ex GEC4) (ex REXEL) (ex SRPO) implanté 5, avenue Victor Grignard Zac du Grand Launay 76120 LE GRAND QUEVILLY. L'inspection a été annoncée le 10/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection du 28 octobre 2022 s'inscrit dans la continuité de celle du 17 septembre 2020. Elle a pour vocation de lever les dernières observations émises alors.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LOGICOR 1 (ex GEC4) (ex REXEL) (ex SRPO)
- 5, avenue Victor Grignard Zac du Grand Launay 76120 LE GRAND QUEVILLY
- Code AIOT : 0005802393
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

La société LOGICOR 1 exploite sur son terrain un entrepôt logistique d'environ 170 000 m³.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- la levée des observations mentionnées lors de la précédente visite d'inspection, portant notamment sur les installations électriques, les risques liés à la foudre et les moyens de lutte contre l'incendie ;
- l'étude des caractéristiques de la paroi en bardage, isolant une partie du stockage du reste de la zone d'entreposage, installée sans concertation préalable de l'inspection des installations classées.

2) Constats**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 22/08/2022, article L.511-1	/	Sans objet
2	Voie engins	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - 3.2 modifié par l'Annexe V	/	Sans objet
3	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - Article 13	/	Sans objet
4	Installations électriques et équipements métalliques	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - Article 15	/	Sans objet
5	Fréquence de contrôle périodique	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - Article 22	/	Sans objet
6	Caractéristiques des constructions	Arrêté Préfectoral du 11/08/1999, article 4.7	/	Sans objet
7	Caractéristiques des constructions	Arrêté Préfectoral du 11/08/1999, article 4.7	/	Sans objet
8	Protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées s'est rendue sur le site de la société LOGICOR 1 le 28 octobre 2022 afin de récolter les demandes et observations formulées lors de sa visite du 17 septembre 2020.

Lors de la visite, l'inspection des installations classées a constaté un suivi sérieux des échéances récurrentes sur les thématiques de lutte contre l'incendie, de protection contre la foudre et de vérification des installations électriques par l'exploitant.

Par ailleurs, l'exploitant a été en mesure de justifier le caractère notable mais non substantiel de la paroi en bardage ajoutée à son installation sans accord préalable de l'inspection des installations classées. Ce rapport d'inspection entérine la modification de l'installation par l'ajout de cette paroi sur la base des éléments fournis par l'exploitant dans son porté à connaissance du 14 novembre 2022 d'une part, et dans son document "La modélisation de flux thermiques et analyse de conformité de l'accessibilité du site" transmis en décembre 2020 d'autre part.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 22/08/2022, article L.511-1
Thème(s) : Situation administrative, État des stocks
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sont soumis aux dispositions du présent titre les usines, ateliers, dépôts, chantiers et, d'une manière générale, les installations exploitées ou détenues par toute personne physique ou morale, publique ou privée, qui peuvent présenter des dangers ou des inconvénients soit pour la commodité du voisinage, soit pour la santé, la sécurité, la salubrité publique, soit pour l'agriculture, soit pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, soit pour l'utilisation économe des sols naturels, agricoles ou forestiers, soit pour l'utilisation rationnelle de l'énergie, soit pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.
Constats : Dans son rapport du 02 octobre 2020, l'inspection des installations classées demandait à l'exploitant d'opérer un suivi informatisé de l'état des stocks de ses bouteilles de gaz. Au jour de la visite objet du présent rapport, l'exploitant a déclaré ne plus posséder de bouteilles de gaz, à l'origine destinées aux chariots élévateurs. L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées l'état des stocks du jour, qui fait apparaître un suivi par rubrique de la nomenclature des installations classées tel que suivant : - 1510 (bâtiment couvert de stockage de produits combustibles) : 8 514 tonnes pour un volume des locaux d'environ 170 000 m ³ . - 2517 (station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux) : 1 962 tonnes sur une surface d'environ 1 500 m ² . - 2662 (stockage de polymères) : 725 m ³ L'inspection des installations classées n'a pas constaté, au jour de la visite, de dépassement des quantités de stockage autorisées dans l'entrepôt qui nécessiterait une modification du régime au regard de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Ces éléments n'appellent pas d'observation de la part de l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Voie engins

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - 3.2 modifié par l'Annexe V
Thème(s) : Risques accidentels, Caractéristiques de la voie engins
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'entrepôt est en permanence accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Une voie au moins est maintenue dégagée pour la circulation sur le périmètre de l'entrepôt. Cette voie permet l'accès des engins de secours des sapeurs-pompiers et les croisements de ces engins. A partir de cette voie, les sapeurs-pompiers peuvent accéder à toutes les issues de l'entrepôt par un chemin stabilisé de 1,40 mètres de large au minimum. Pour tout bâtiment de hauteur supérieure à 15 mètres, des aires de mise en station des moyens aériens sont prévus pour chaque façade. Cette disposition est également applicable aux entrepôts de plusieurs niveaux possédant au moins un plancher situé à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport au niveau d'accès des secours. Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'entrepôt peuvent stationner sans occasionner de gêne sur les voies de circulation externe à l'entrepôt tout en laissant dégagés les accès nécessaires aux secours, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'entrepôt. Demande n°2 du rapport d'inspection du 02 octobre 2020 : L'exploitant doit sous 2 mois faire le point sur la conformité du site au regard des dispositions applicables au site de l'article 3.2 de l'annexe II des prescriptions annexées à l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 pour les installations existantes.
Constats : L'exploitant a transmis par courrier électronique du 16 décembre 2020 la modélisation des flux thermiques ainsi qu'une analyse de la conformité de l'accessibilité du site. Ce document conclut notamment sur la conformité de la voie engin destinée aux pompiers et disponible sur tout le périmètre du bâtiment. La visite de site par l'inspection des installations classées n'a pas mis en évidence de non-conformité à ce sujet. L'inspection des installations classées n'a pas d'observation à formuler sur ce point.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - Article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que : <ul style="list-style-type: none"> a. Des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ; b. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours. <p>Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie</p> <p>Constats : L'exploitant a transmis par courrier électronique du 16 décembre 2020 la modélisation des flux thermiques ainsi qu'une analyse de la conformité de l'accessibilité du site. Ce document permet de répondre favorablement à la demande de l'inspection des installations classées en date du 02 octobre 2020 portant sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la transmission d'un plan actualisé des conditions de stockage du site avec l'ensemble des distances utiles afin de bien décrire les emplacements de stockages ; - la modélisation actualisée avec les distances d'effets thermiques démontrant qu'il n'y a toujours pas de flux sortant du site et spécifiant l'impact éventuel sur les voies engins. Les hypothèses retenues (palette type "2662") sont bien majorantes au regard des conditions actuelles de stockage (emplacements et produits stockables). <p>Lors de la visite, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le rapport de vérification du système d'extinction automatique à eau type sprinkleur (Q1) en date de juin 2022. Le document ne fait apparaître qu'une observation ("effectuer l'épreuve réglementaire du réservoir hydrophore ou procéder à son remplacement") que l'exploitant a effectué le 10 août 2022 par l'intervention d'un prestataire qui a procédé à des essais. Ces essais ont débouché sur le remplacement de l'hydrophore le jour même, ainsi qu'au changement de la vanne hydrophore le 30 août 2022. Par ailleurs, le rapport de contrôle ne met pas en avant un éventuel sous-dimensionnement du système vis-à-vis des produits stockés et à leurs modes de stockage. - le rapport de vérification du groupe motopompe en date de décembre 2021. Le document mentionne une observation ("Tresse de presse-étoupe HS") que l'exploitant a levé le 25 octobre 2022 par l'intervention d'un prestataire. <p>Dans son courrier électronique du 16 décembre 2020, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le relevé des batteries réalisé le 11 décembre 2020 par un prestataire. Lors de la visite, l'inspection des installations classées a constaté sur l'automate du groupe motopompe des niveaux de tension (environ 25V) et d'intensité (environ 0,3A) similaires, correspondant à un matériel en bon état de marche.</p> <p>Lors de la visite, l'inspection des installations classées a constaté la mention "25/10/22 : attention, pompe jockey disjoncte" sur les documents de suivis hebdomadaires du groupe motopompe dédié au système de sprinklage. L'exploitant a confirmé à l'inspection avoir procédé au réglage du disjoncteur préalablement à la visite de site et s'est engagé par courrier électronique du 18 novembre 2022 à envoyer dans les meilleurs délais un justificatif.</p> <p>L'organisation de l'entrepôt et notamment les différents modes de stockages employés n'appellent pas d'observation de la part de l'inspection des installations classées au jour de la visite.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Installations électriques et équipements métalliques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - Article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification du réseau électrique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Conformément aux dispositions du code du travail, les installations électriques sont réalisées, entretenues en bon état et vérifiées.
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le compte-rendu de vérification (complète) des installations électriques (Q18) en date du 18 juillet 2022. Celui-ci conclut sur l'absence de risques d'incendie et d'explosion pouvant être entraîné par l'installation électrique. L'inspection des installations classées n'a pas d'observation à formuler sur ce point.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Fréquence de contrôle périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - Article 22
Thème(s) : Risques accidentels, Désenfumage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, clapets coupe-feu, colonne sèche notamment) ainsi que des installations électriques et de chauffage. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre.
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées : <ul style="list-style-type: none">- une attestation de vérification annuelle des commandes de désenfumage effectuée le 07 septembre 2022 ;- une attestation de vérification annuelle des extincteurs effectuée du 06 au 08 septembre 2022 ;- une attestation de vérification annuelle des poteaux incendies effectuée le 20 octobre 2022 ;- une attestation de vérification annuelle des robinets d'incendie armés (RIA) effectuée le 08 septembre 2022. Tous ces documents, établis par le même prestataire, concluent sur un matériel en bon état de fonctionnement. L'inspection des installations classées recommande à l'exploitant de récupérer auprès de son prestataire le détail de tous les appareils contrôlés pour s'assurer de la complétude du parc vérifié.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Caractéristiques des constructions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/08/1999, article 4.7
Thème(s) : Risques accidentels, Porte coupe-feu du local de charge
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le local de charge de batteries est muni d'une porte présentant un degré coupe-feu 1h, à fermeture automatique en cas d'incendie.
Constats : L'inspection des installations classées a consulté lors de sa visite du 17 septembre 2020 le PV de fin de travaux du 20 décembre 2019 concernant la porte coupe-feu du local de charge. Ce PV indiquait alors de prévoir une fixation du coiffage par soudure. Dans son courrier électronique du 16 décembre 2020, l'exploitant a transmis un rapport d'intervention du 05 novembre 2020 stipulant la réalisation des travaux. Un nouveau passage du prestataire le 24 octobre 2022 dans le cadre de la maintenance du matériel n'a pas mis en avant de nouvelle observation. L'inspection des installations classées n'a pas d'observation à formuler sur ce point.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/08/1999, article 4.7
Thème(s) : Risques accidentels, Compartimentage des cellules
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le bâtiment doit être coupé en 2 cellules de stockage de 7 000 m² de surface séparées par un rideau d'eau conforme à la règle R9 de l'APSAD asservi à un dispositif autonome de déclenchement et pouvant être considéré comme étant coupe-feu deux heures. De plus, la structure doit être dotée au droit du rideau d'eau, de chevilles fusibles.</p> <p>Dans son rapport du 02 octobre 2020, l'inspection des installations classées écrivait : "L'inspection a constaté la présence d'un mur entre les cellules. Cette cloison n'avait pas été portée à la connaissance de l'inspection. [...]"</p> <p>L'inspection rappelle que conformément à l'article 2.1 des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral du 11 août 1999, l'inspection doit en pareil cas recevoir un porter à connaissance en amont de la modification envisagée.</p> <p>Écart appelant une réponse 2 : Ces éléments constituent une non-conformité à l'article 2.1 précité. L'exploitant doit sous 1 mois transmettre les éléments en lien avec cette modification en particulier les dispositions constructives de cette cloison, les accès et voies de cheminement, et les modifications sur l'étude ruine du bâtiment en cas de sinistre, les plans à jour... En cas de récurrence, l'inspection pourra proposer des suites."</p> <p>Constats : L'inspection des installations classées est destinataire par courrier le 16 novembre 2022 d'un porter à connaissance portant sur une paroi séparative en bardage déjà installée au droit de la cellule du site. Cette paroi n'a pas de fonction coupe-feu mais permet de délimiter une zone de stockage pour en gérer la température. Pour rappel, l'entrepôt dispose d'une unique cellule divisée en 2 surfaces presque égales par un rideau d'eau. Cette paroi séparative a été conçue de manière à compartimenter l'entrepôt d'environ 1/3 – 2/3.</p> <p>Le dossier délivré par l'exploitant précise que cette modification ne modifie pas le classement ICPE de l'établissement, n'a pas d'incidence sur la structure des locaux initialement présentés dans le dossier d'autorisation et que les issues de secours se situent toujours à moins de 75 mètres effectifs en tout point de l'entrepôt.</p> <p>La mise en place déjà effective de cette cloison, objet du dossier de porter à connaissance, n'est pas considérée comme une modification substantielle au titre des dispositions de l'article R.181-46 du Code de l'environnement.</p> <p>En conséquence et à l'examen des éléments du dossier ainsi que du document "Modélisation de flux thermiques [...]" transmis en décembre 2020, l'inspection des installations classées entérine cette demande.</p> <p>Les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du site du 11 juillet 1999 devront toutefois être mises à jour dans le cadre d'une future mise à jour de l'arrêté préfectoral.</p> <p>Observations : L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant l'article 2.1 de son arrêté préfectoral d'autorisation du 11 juillet 1999 qui stipule que "toute modification apportée par le demandeur, à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être porté avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation accompagnés de l'avis du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail".</p> <p>En cas de récurrence, l'inspection des installations classées se réserve le droit de proposer des suites.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des dispositifs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Une vérification visuelle [des dispositifs de protection contre la foudre des installations] est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le rapport de vérification des installations de protection foudre du site en date du 26 août 2022 portant sur la vérification complète de l'installation de protection (extérieure et intérieure) ainsi que sur la réalisation de mesure de la résistance des prises de terre avec telluromètre. Le rapport conclut sur : <ul style="list-style-type: none">- le bon état de conservation de l'installation paratonnerre existante ;- la présence de parafoudres conformes au droit des installations TGBT, Centrale incendie et lignes téléphoniques du local Autocom. Dans son rapport, le prestataire précise ne pas avoir réceptionné la notice de vérification et de maintenance, le plan d'implantation des protections ainsi que le carnet de bord de la part de l'exploitant. Ce dernier veillera à transmettre ces documents à son prestataire en amont de tout futur contrôle, sur demande de ce dernier.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet